

L'université malade d'elle-même : Le scandale de Paris-8, symptôme d'un effondrement intellectuel

**Samuel Mayol
Maître de Conférences**

**Auteur du livre
« Universités en crises : Défis et réformes »
Ed. L'Harmattan – juin 2025**

Le 15 octobre dernier, dans l'amphithéâtre d'une université de la République, des étudiants ont répondu en chœur à la question « Condamnez-vous le 7 Octobre ? » par un « Non ! » retentissant.

Dans cette salle de Paris-8, on n'applaudissait pas des poètes ni des savants, mais l'organisation terroriste Hamas, responsable du massacre de plus de mille civils israéliens.

Ce jour-là, la honte s'est installée sur le campus de Vincennes–Saint-Denis.

Et lorsque l'université française en vient à tolérer l'apologie publique d'un acte de barbarie, c'est tout un système qui se trouve mis en accusation.

Car ce qui s'est produit à Paris-8 n'est pas un accident.

C'est le point de rupture d'une dérive longue. L'université française s'égare, minée par le relativisme, la politisation du savoir, le déni de réalité, et la lâcheté institutionnelle.

Une université devenue tribune idéologique

Depuis des années, certains campus se transforment en laboratoires idéologiques où la liberté académique est invoquée pour justifier la haine et la propagande.

Sous couvert de lutte anticoloniale, de wokisme ou de déconstruction, la recherche devient arme militante ; les amphithéâtres accueillent des meetings politiques là où devraient se dérouler des cours et des débats d'idées rationnels.

C'est ce basculement que j'ai précisément décrit dans mon ouvrage, *Universités en crises*, qui marque le passage d'un idéal de connaissance vers un dogmatisme sectaire.

À Paris-8, le « grand meeting anti-impérialiste » du 15 octobre, organisé par la Fédération syndicale étudiante, n'était pas un incident logistique mais un révélateur moral.

Les services de l'université affirment ne pas avoir été informés de la teneur de l'événement, mais la défaillance de vigilance n'excuse rien : l'administration d'un établissement public a le devoir de garantir que les salles où se transmettent le savoir ne deviennent pas des tribunes où la violence et la haine s'expriment.

La réaction de la présidence, signalant les faits au procureur et annonçant une enquête interne, est salutaire.

Pourtant, elle souligne aussi l'impuissance d'une institution livrée à ses propres ambiguïtés : Comment est-il possible, après tant d'alertes, qu'un tel meeting ait pu être possible ?

Où étaient les garde-fous ?

À quel moment l'esprit critique, jadis colonne vertébrale de l'université, a-t-il été remplacé par la culture du slogan ?

Le relativisme comme poison intellectuel

Certaines analyses soulignent aujourd'hui les dérives d'un relativisme intellectuel croissant au sein de l'espace académique. Sous prétexte de décoloniser le savoir, toute connaissance héritée de la tradition occidentale tend à être suspectée, non pour ses limites critiques, mais pour son origine culturelle. Ce biais conduit à transformer des outils de réflexion comme le décolonialisme ou l'intersectionnalité — naguère conçus pour décrire les dynamiques complexes de la domination — en instruments dogmatiques de culpabilisation et d'intimidation.

À Paris-8, cette logique a atteint son paroxysme. Ce n'est plus la réalité des faits qui compte, mais l'appartenance symbolique : il suffit qu'un groupe se réclame d'une lutte « anti-impérialiste » pour que sa violence soit comprise, voire légitimée. Dans l'univers moral ainsi inversé, condamner le Hamas devient un acte de soumission à « l'Occident », et non une simple défense de la vie humaine.

Cette confusion des valeurs reflète une perte claire du sens de la vérité. Le débat intellectuel est remplacé par des invectives et la peur du désaccord.

Les enseignants redoutent d'être exclus ou publiquement discrédités pour avoir exprimé des opinions jugées controversées. Les étudiants se regroupent selon leurs identités supposées, et la raison cède devant le ressentiment. Le drame de Paris-8 n'est qu'un épisode spectaculaire de cette dérive : l'université devient le lieu où l'on apprend à haïr sous prétexte de penser.

De la complaisance administrative à la trahison institutionnelle

Les autorités ont réagi. Le ministre Philippe Baptiste a saisi l'inspection générale et demandé que toute la lumière soit faite « sur les dysfonctionnements et les responsabilités ». Le procureur de Bobigny enquête pour apologie d'actes terroristes. Mais ces mécanismes correcteurs interviennent toujours après coup.

La République ne peut se contenter d'éteindre l'incendie quand il embrase tout un amphithéâtre ; elle doit prévenir sa propagation.

Les différentes réformes d'autonomie, notamment la loi LRU, ont affaibli la tutelle de l'État et livré les universités à des présidences inégales, parfois paralysées par le clientélisme interne ou la peur du conflit.

Ce vide de responsabilité ouvre la voie à la complaisance. Dans certains établissements, on tolère l'inacceptable par crainte d'être accusé d'atteinte à la liberté d'expression. À force de refuser de trancher, on abdique l'autorité morale et juridique.

La neutralité de l'université ne doit pas être confondue avec l'indifférence.

Autoriser des discours légitimant la terreur, c'est trahir la mission républicaine de transmission du savoir.

La tolérance cesse d'être une vertu lorsqu'elle devient lâcheté.

Le symptôme d'une crise plus profonde

L'affaire de Paris-8 ne concerne pas seulement un scandale local ; elle traduit une crise nationale : crise de financement, de gouvernance, mais surtout de finalité.

L'université ne sait plus dire à quoi elle sert : instruire ou militer ? produire du savoir ou entretenir des postures ?

La politisation excessive du savoir corrode le cœur même de l'enseignement supérieur : la recherche de la vérité.

Quand tout enseignement devient suspect d'« idéologie dominante », on n'enseigne plus, on surveille les mots.

Le corps enseignant s'autocensure ; les étudiants apprennent à dénoncer plutôt qu'à débattre. Et lorsque la passion politique remplace la rigueur scientifique, la violence symbolique précède inévitablement la violence réelle.

Les slogans criés à Paris-8 n'étaient pas des analyses ; c'étaient des anathèmes.

Ils signaient la faillite d'une culture académique qui a confondu engagement et embrigadement.

Rétablir l'autorité et la clarté républicaine

Le remède ne peut être seulement disciplinaire. Il doit être philosophique et institutionnel. Il est temps de revenir à un contrôle renforcé de l'État sur le respect des valeurs républicaines, en particulier la laïcité.

Le cas de Paris-8 démontre combien cette exigence est vitale : seuls des garde-fous nationaux peuvent empêcher qu'un campus devienne le refuge d'idéologies violentes.

Cela suppose :

- de réaffirmer la distinction entre recherche académique et militantisme ;
- de garantir la sécurité juridique des enseignants menacés pour leurs opinions ;
- de redonner pouvoir aux recteurs et à l'État pour contrôler la conformité des manifestations universitaires ;
- de sanctuariser la laïcité comme condition de la liberté intellectuelle, et non comme une option culturelle.

Car la laïcité n'est pas une opinion parmi d'autres : c'est la condition même de la coexistence des opinions. Lorsque, à Paris-8, la haine d'Israël ou de l'Occident se pare des vertus du débat universitaire, c'est le principe républicain qui se voit profané.

Le courage de reconstruire

Cette reconstruction exige du courage. Le courage de dire qu'une partie du monde académique s'est fourvoyée, que des enseignants ont renoncé à enseigner certains thèmes par peur du scandale, que des étudiants vivent désormais dans des climats de tension et d'intimidation. Le courage, enfin, d'admettre que la crise n'est pas extérieure à l'université mais qu'elle est en elle.

Comme je l'écrivais dans mes précédentes publications, je garde l'espoir.

Ensemble, nous pouvons encore sauver l'université française.

Cet espoir ne pourra se concrétiser qu'à la condition d'un sursaut national : celui qui replace la vérité, la rigueur et la responsabilité au centre de la vie intellectuelle.

Paris-8 fut jadis l'université des utopies, née en 1968 de l'élan libertaire.

Aujourd'hui, elle ne doit pas devenir celle de la haine hystérisée.

Réformer ne suffira pas ; il faut renouer avec la dignité intellectuelle.

L'université est un sanctuaire de raison, non une tribune de guerre.

La République doit donc refonder son université autour de trois principes : la laïcité comme rempart contre tous les fanatismes, la vérité scientifique comme critère indépassable du savoir, et le respect de la dignité humaine comme horizon de toute éducation. À ce prix seulement, Paris-8 retrouvera son honneur – et l'université française, sa mission.